« Le Canada doit regarder au-delà des États-Unis pour renforcer son accès au marché mondial de l'énergie. »
Discours de l'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.
Premier vice-président à la direction et vice-président, Banque CIBC
Université de Calgary – The School of Public Policy
Jeudi 27 septembre 2012
<u>Priorité au discours prononcé</u>

Je suis heureux d'avoir l'occasion de vous adresser la parole aujourd'hui et de discuter en détail du potentiel énergétique futur du Canada, des possibilités et des dangers qui pourraient le miner, et des trois prochaines élections qui sont en mesure de l'influencer.

Et vous vous imaginiez tous que j'avais cessé de me faire du souci à propos d'élections…

Donc, dans l'intérêt d'une divulgation complète : les politiciens, et les anciens politiciens non plus, ne savent pas tout au sujet des élections – surtout lorsqu'il s'agit des répercussions de ces élections sur un échiquier aussi complexe et multiforme que celui du marché mondial de l'énergie. Je sais cependant que c'est une question d'une importance cruciale pour la prospérité du Canada. Je crois aussi que nous devrions parler de notre avenir énergétique avec urgence et détermination.

Nous nous trouvons actuellement à une étape lourde de conséquences pour notre industrie énergétique. Cela fait des années maintenant, des dizaines d'années en fait, que nous faisons nos affaires d'une certaine manière : à l'aise et satisfaits dans le marché nord-américain. Nous sommes, et nous avons été, un fournisseur crucial d'énergie à la plus importante économie du monde. Le pétrole brut compte à lui seul pour 15 pour cent de nos exportations. Nous avons fait de bonnes affaires, de très bonnes affaires en fait.

Un changement sismique est cependant en train de se produire qui exigera davantage de nous. Des forces mondiales feront irruption dans notre confortable réalité, modifieront les règles du jeu et nous forceront à prendre des mesures pour que nous puissions protéger ce qui nous appartient maintenant et faire en sorte que nous soyons encore en mesure de continuer de prospérer.

Les choses ont été trop faciles pendant trop longtemps pour nous. Je le dis, non pas dans un esprit critique, mais pour parler carrément. Le destin nous a favorisés avec une

abondance de ressources naturelles. La géographie nous a favorisés en nous donnant un voisin qui les voulait et en avait besoin.

Cependant, dans un monde qui est plus interconnecté et plus mondialisé que jamais, les choses changent rapidement. Aucune nation ne vraiment s'imposer et aucune position n'est assurée pour de bon, aussi solidement enracinée puisse-t-elle paraître. Au cours des prochaines années, nous serons ballottés non seulement par les politiques et les décisions que nous entreprendrons entre nous, ici au pays – mais par des événements au-delà de nos frontières, et par des tendances et des réalités au-delà de notre influence.

Notre pays a en fait de l'expérience en matière d'exploitation, de production et de vente d'énergie dans un contexte qui est certes vaste, mais restreint. Nous sommes les nouveaux venus au jeu MONDIAL de l'énergie – et franchement, nous ne participons pas encore à ce jeu avec beaucoup d'habileté, de prévision et de cohésion. Malgré nos avantages naturels, nous n'avons pas réussi à avoir la haute main stratégique. Il règne confusion et un certain désarroi ici au pays. Nous sommes en train de nous disputer. Nous ne parlons pas d'une voix et nous ne sommes pas non plus unis sur la direction à prendre désormais.

Si vous détectez un ton martial dans mon allocution, c'est sans doute parce que je me suis mis l'autre jour à feuilleter *L'Art de la guerre* de Sun Tzu. Il y a une bonne raison pour laquelle les écrits de Sun Tzu ont perduré à travers les siècles. Ses conseils sont valables non seulement dans le contexte d'un conflit armé – mais dans toute situation dans laquelle les enjeux et le scénario exigent une réponse stratégique bien pensée. Cette description s'applique certainement à une industrie si importante pour le bien-être économique de notre pays.

Aujourd'hui, je voudrais utiliser les cinq principes stratégiques de *L'Art de la guerre* pour illustrer les défis auxquels le Canada sera confronté sur le front énergétique – et le caractère exhaustif de la réponse qu'ils exigent.

Le premier principe : *On ne peut pas avancer si on ne sait pas où se trouvent des collines et des bois, des lieux escarpés et pleins de défilés…*

Simplement dit, il nous faut mieux comprendre notre monde en transformation et ce que cela signifie pour nous.

Sur le plan géopolitique, cette année est extrêmement lourde de conséquences pour le Canada. En automne, les élections qui auront lieu aux États-Unis et en Chine… et chez nous aussi. Ces élections prouveront plus clairement encore jusqu'à quel point le Canada devient tributaire du nouveau marché mondial.

Les « élections » en Chine ne nous paraîtront pas aussi opaques et elles ne prêteront pas autant à confusion que par le passé, mais elles ne seront pas pour autant moins importantes. Le mois prochain, la plupart des dirigeants en poste se retireront. La nouvelle équipe, qu'il est convenu d'appeler « la cinquième génération », prendra le

pouvoir. Le monde entier – le Canada – commencera à voir comment cette nouvelle génération gérera la croissance et Chine et ses relations internationales.

Qu'adviendra-t-il du prétendu partenariat stratégique avec le Canada que préconisait le président Hu?

Quant aux États-Unis, j'ai récemment lu quelque chose qui a bien décrit le rythme de la démocratie chez nos voisins du sud : « Les campagnes électorales aux États-Unis durent plus longtemps que toutes les grossesses et la plupart des guerres. » La campagne actuelle a pour ainsi dire commencé lorsque la dernière s'est terminée. Mais la ligne d'arrivée est en vue. Et ce sera l'occasion pour le Canada de reprendre le dialogue, peu importe qui sera élu président le 6 novembre.

Si c'est Mitt Romney, il reprendra les pourparlers – la construction de l'oléoduc Keystone XL sera approuvée. Le ton de nos relations au chapitre de l'énergie changera quoique des différences fondamentales d'intérêt persisteront.

Si c'est Barack Obama, il n'est vraiment pas clair s'il faudra vraiment reprendre les pourparlers en matière d'énergie.

Quoi qu'il en soit, l'attention du président des États-Unis sera presque exclusivement accaparée par l'économie américaine au cours des 18 prochains mois – impôts, emplois et la relance. La relation avec le Canada en matière d'énergie sera, malheureusement, d'une pertinence limitée… à moins qu'elle ne soit liée à ces préoccupations.

Pourquoi est-ce que je le dis? Nous parlons de la nécessité de connaître le terrain sur lequel nous nous trouvons, et cela sous-entend accepter ce que nous voyons et ne pas trop supposer de ce que nous ne pouvons pas voir. Selon certains, si le président Obama est réélu, il approuvera la construction de Keystone. C'est l'opinion généralement acceptée – mais est-ce vrai? Nous ne pouvons pas bâtir la prospérité sur une supposition.

Si nous considérons honnêtement nos relations avec les États-Unis, nous devrions admettre qu'il y a eu un déphasage en ce qui a trait au dossier de l'énergie.

Bon nombre d'entre nous au Canada sommes conscients des avantages d'une coordination accrue entre nos deux pays fondée sur l'énergie. Mais à dire vrai, les quatre dernières années ont été définies par des retards, de la frustration et de l'incertitude. Nous avons réalisé certains progrès avec les Américains – nous avons, par exemple, réussi à harmoniser les normes de consommation des véhicules automobiles, un succès qui réduit déjà nos émissions de gaz à effet de serre.

Nous avons cependant constaté la prolifération aux États-Unis des normes relatives aux carburants à faible teneur en carbone qui essaient en réalité d'exclure nos sables bitumineux. Nous avons constaté l'introduction de normes relatives à l'énergie renouvelable qui placent l'énergie hydroélectrique du Canada dans une position désavantageuse.

Il ne doit pas non plus passer inaperçu que le président des États-Unis n'a pas hésité à remettre en cause les effets des sables bitumineux sur l'environnement et les pratiques environnementales de ses gestionnaires.

Ses interventions ont signalé bien clairement un autre important aspect de l'évolution de nos relations énergétiques. Je l'ai mentionné pour la première fois à Calgary et je le redis aujourd'hui : dans le monde de demain, le leadership au chapitre de l'énergie et le leadership en matière de protection de l'environnement représentent les deux côtés d'une même médaille. Ou bien le Canada sera un leader au chapitre de l'environnement, ou bien d'autres pays essaieront de nous dicter nos politiques environnementales.

Le gouvernement d'un président Obama et celui d'un président Romney seraient différents à bien des égards. Ils auraient cependant plus en commun que vous ne pensez. La fameuse déclaration de M. Kissinger réverbère encore de nos jours : « L'Amérique n'a pas d'amis ou d'ennemis – l'Amérique n'a que des intérêts. » Et c'est ainsi que cela doit être : le président Obama croit qu'il est dans l'intérêt de son pays de mettre au point un système plus propre, plus écologique de production d'énergie reposant sur les États-Unis. C'est naturellement vers ce but que ses priorités sont orientées. C'est dans cette direction qu'elles seront orientées.

Sous le gouvernement de l'un ou de l'autre, on peut se dire que les Américains poursuivront leurs propres intérêts très énergiquement. Même s'ils sont nos partenaires – eh oui, ils sont vraiment nos amis – nous ne pouvons pas nous leurrer et croire que nos intérêts coïncideront avec les leurs en matière d'énergie.

Je serais coupable de négligence à ce stade si je ne mentionnais pas qu'il y aura aussi des élections en Colombie-Britannique dans un avenir pas trop lointain. Étant donné le débat au sujet de Northern Gateway, cette campagne sera elle aussi importante. À l'instar de nombreux résidents de l'Alberta, j'ai observé avec fascination – sans vraiment parvenir à la comprendre – la culture politique de la Colombie-Britannique. Je résisterai donc à la tentation de prédire les résultats de cette élection.

Le deuxième principe de *L'Art de la guerre* : *Connais-toi toi-même*.

Certaines personnes ici au pays considèrent que le Canada est une superpuissance mondiale en matière d'énergie. Cependant, comme je l'ai dit à plusieurs reprises auparavant, la simple possession de ressources ne fait pas une superpuissance. Il est vrai que nous disposons de ressources considérables, de solidité financière et d'un contexte commercial ouvert à tous, de règlements équitables et prévisibles et de principes commerciaux fondés sur le marché. Tout cela est très bien.

Il y a cependant un élément d'une importance cruciale qui nous manque : des clients. Nous avons actuellement un seul acheteur en réalité pour notre pétrole. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de nos exportations de pétrole vont aux États-Unis. Nous sommes donc obligés d'accepter les prix offerts; nous ne dictons pas nos prix. Je ne suis pas certain si

cela cadre avec la définition de superpuissance, si un seul client tient fermement les anses du panier dans lequel 99 pour cent de nos œufs sont placés.

Il nous faut bien comprendre que notre dépendance d'un seul client n'est pas une simple curiosité ou une contrariété. Elle se répercute sur le prix que nous obtenons pour notre pétrole. Et cette somme n'est pas insignifiante : nous vendons notre pétrole aux États-Unis avec un rabais qui a atteint jusqu'à 25 pour cent du prix mondial.

Il y a bien plus que le prix seulement. Lorsque le gouvernement Obama a décidé de rejeter l'expansion de l'oléoduc Keystone XL, nous n'étions pas en mesure de faire quoi que ce soit – du moins, rien à court terme. Nous ne pouvions pas nous offusquer, tourner le dos, et vendre notre produit à un autre client. Nous n'avons pas d'autre client.

Pour un pays dont l'économie dépend d'une manière disproportionnée de l'exportation de l'énergie, c'est plus qu'une contrariété. C'est un problème. C'est en réalité une énorme vulnérabilité.

Un troisième principe : *Une habileté consommée consiste à sortir victorieux d'une situation en transformation.*

Examinons la dure réalité. Les Américains s'efforcent de diversifier leurs sources d'approvisionnement. Cela signifie que nous autres, en tant que vendeurs, nous devons accorder une importance primordiale à la diversité de la demande. C'est bien simple.

Même si la construction de Keystone finit par être approuvée, nous ne pouvons pas nous faire des illusions et nous imaginer que cela résoudra toutes nos difficultés. La demande de pétrole à long terme dans le monde ne sera pas américaine. Elle ne sera pas européenne. Elle sera asiatique.

Face à ce revirement de la situation, le Canada doit diamétralement réduire sa dépendance du marché américain et se tourner vers un continent dont l'émergence poussera plus de trois milliards de personnes au centre de l'économie mondiale.

Parlons franchement et ne dorons pas la pilule : la construction de corridors pour le transport du pétrole et du gaz naturel liquéfié vers le Pacifique représente l'une des plus importantes – et certainement l'une des plus difficiles – initiatives auxquelles notre pays a été confronté depuis plusieurs dizaines d'années.

J'applaudis la détermination du premier ministre à diversifier le marché énergétique du Canada. Son ministre des Affaire étrangères, John Baird, a signalé dans un discours prononcé tout juste cette semaine que l'intérêt pour l'Asie « n'est plus un choix, n'est plus une option » – et que les relations avec ce continent ont « la plus haute priorité de politique étrangère ».

À cet égard, et à bien d'autres, nous avons besoin de leadership politique pour concrétiser ce qui est dans l'intérêt national, actuel et futur, des Canadiens.

Nous devons en faire une priorité nationale, et pas seulement pour promouvoir nos relations stratégiques avec la Chine et l'Asie. Et pas seulement pour nous garantir l'accès aux marchés, mais pour acquérir et exercer l'influence que sous-entend la relation entre le Canada et la Chine en matière d'énergie.

Je voudrais mettre l'accent sur l'importance et le caractère délicat de ces relations entre le Canada, la Chine et les États-Unis. Les relations entre le Canada et la Chine n'ont jamais été meilleures. Les relations entre les États-Unis et la Chine, en revanche, se sont considérablement détériorées au cours des cinq dernières années. Les États-Unis ont certainement encouragé le Canada à diversifier ses marchés, mais nous ne devons pas être assez naïfs pour croire que le développement de nos relations avec la Chine n'aura pas d'incidences sur nos relations avec les États-Unis.

Mais c'est en Asie que la croissance a lieu actuellement, et c'est là qu'elle aura lieu à l'avenir. C'est là que nous devons être.

Un quatrième principe de Sun Tzu : *Partager la même volonté.*

Il nous faut tout simplement mettre de l'ordre chez nous. Si nous voulons prospérer, nous ne pouvons pas trop sûrs de nous en tant que producteurs, et nous ne pouvons pas être divisés en tant que Canadiens.

J'entends des gens s'en prendre aux environnementalistes et aux Premières Nations relativement à leur réaction au projet de Northern Gateway – et aux efforts qu'ils déploient pour retarder et miner le processus. Je n'excuse pas certains des excès que nous avons constatés jusqu'à présent dans ce processus. Cependant, à dire vrai, les Premières Nations se prévalent tout simplement de leur droit de participer à un processus réglementaire qui est nécessaire et qui doit être respecté dans un pays démocratique.

Et dans l'intérêt de l'honnêteté et du contexte, malgré l'évolution des tendances mondiales, il n'y avait pas eu jusqu'à présent d'effort appréciable de la part de l'industrie, ni du gouvernement, pour favoriser l'accès à la côte ouest. Il n'y a pas eu de démarches diplomatiques à l'étranger.

J'ai été l'un des premiers politiciens à parler, il y a trois ans, de la nécessité d'un second client. J'étais la voix dans le désert.

Pendant des années, il n'y a eu au Canada qu'une seule personnalité, Pat Daniel d'Enbridge, à faire campagne en faveur de la création d'un marché asiatique pour le pétrole et le gaz canadiens.

Je ne le dis pas pour réprimander qui que ce soit. Je soulève cette question comme une leçon sur la nécessité de partager les responsabilités et de faire un effort collectif. Il nous faut surtout respecter le fait que l'on ne peut pas bousculer les Premières Nations et de

nombreux résidents de la Colombie-Britannique, et qu'il faut veiller à ce que d'importantes questions environnementales soient prises en compte.

Nous ne devons pas sous-estimer l'envergure de ces difficultés : les questions d'ordre constitutionnel et juridique qui entourent les corridors de transport d'énergie vers la côte ouest, les terminaux et la navigation sont extrêmement difficiles.

Et pourtant aujourd'hui, comme je l'ai fait remarquer à plusieurs reprises cette année, la Couronne ne s'est toujours pas acquittée de l'obligation d'entamer sérieusement le dialogue avec les Premières Nations.

Cette obligation de consulter les Premières Nations et de répondre à leurs désidérata – de négocier les ententes de non-dérogation, de définir un régime de cogestion des terminaux et de la navigation, d'obtenir en fait non pas une simple approbation réglementaire, mais une totale « approbation sociale », pour entreprendre ces initiatives de grande envergure – ce sont les responsabilités du gouvernement fédéral.

Et je vous le dis aujourd'hui, en tant qu'ancien ministre et coprésident de la Commission des revendications des Indiens du Canada, qu'il n'y aura pas de progrès relativement à l'accès à la côte ouest sans la participation centrale des Premières Nations de la Colombie-Britannique.

Je voudrais aussi lancer un autre avertissement. Ne commettons pas l'erreur de supposer que d'autres pays ne disposent pas d'options pour satisfaire leur appétit d'énergie. Ils en ont.

Certains dans notre pays semblent croire que nous pouvons faire n'importe quoi, mettre en place n'importe quelle politique restrictive, rejeter n'importe quel investissement, prendre notre temps pour mettre l'infrastructure en place, et l'Asie continuera de frapper à nos portes pour investir ses capitaux et en fin de compte acheter notre pétrole et notre gaz. À vrai dire, nous ne sommes pas les seuls à ce jeu. Il est vrai qu'en tant que producteur nous offrons des avantages liés à la stabilité et à la sécurité des investissements – mais les coûts d'exploitation sont aussi extrêmement élevés ici. Si les Asiatiques considèrent qu'il est trop gênant ou trop encombrant de faire affaire ici, ils iront ailleurs.

Quant aux Américains, ils ont été pendant des dizaines d'années tributaires du pétrole étranger. Les pays du Moyen-Orient en ont profité. Nous en avons profité.

Mais le moment s'en vient où les États-Unis réduiront considérablement leur dépendance des importations, ou s'en libéreront complètement, parce que la ligne de tendance s'est inversée au cours des dernières années. Grâce en grande partie à la recrudescence des activités d'exploration et aux nouvelles technologies, la production nationale de pétrole aux États-Unis est en hausse alors que la consommation ralentit. Elle augmente plus.

Le seul acheteur de notre pétrole ne cessera pas d'en acheter du jour au lendemain. Cependant, ce qui était autrefois impensable est maintenant bien possible d'ici deux ou trois décennies, ce qui rend encore plus pressant la nécessité de diversifier.

Le cinquième et dernier principe que je mentionne aujourd'hui : *Déterminer le meilleur plan, poursuivre l'avantage et maîtriser les bonnes occasions.*

En dépit du ton de certaines de mes observations aujourd'hui, je me présente ici comme un optimiste. D'excellentes possibilités s'offrent à nous, si le Canada arrive à se réorienter pour livrer sérieusement concurrence au cours des prochaines décennies de la croissance asiatique.

Maintenant que nous nous rendons compte de l'envergure de ce qui doit être fait, nous ne pouvons pas nous laisser distraire et ignorer ce qui compte vraiment. La transaction entre CNOOC et Nexen est énorme et elle est importante – mais ce n'est pas la question la plus importante. Le plus important, c'est l'accès aux marchés. L'accès aux marchés d'Asie en général et de Chine en particulier.

Nous devons mettre au point un solide consensus national sur l'accès au marché de la côte ouest et le poursuivre avec détermination et dans un but précis, entamer le dialogue avec les Premières Nations et travailler dans un esprit de coopération à tous les paliers du gouvernement et avec le secteur privé.

Il est aussi question de l'accès au marché américain. Nous devons reprendre le dialogue avec les Américains afin d'établir un meilleur marché de l'énergie continental et réaliser des progrès ensemble au chapitre de l'énergie et de l'environnement aussi.

Ce sont deux marchés qui sont d'une importance capitale pour la prospérité continue du Canada. Nous faisons face à des choix difficiles relativement à ces deux pays – des choix qui sont encore plus difficiles parce que nous n'avons d'emprise que sur quelques-unes des variables. Il n'est plus temps de s'attarder et de se montrer indifférent. Il nous faut nous mettre au travail.

En conclusion, je me souviens d'un passage dans lequel Sun Tzu fait remarquer : « Il ne faut pas avoir les yeux bien pénétrants pour découvrir le soleil et la lune. » Autrement dit, ne vous félicitez pas de remarquer ce qui est évident, et d'en tirer profit. Nous n'avons plus le loisir d'examiner nos relations avec les États-Unis et de nous dire : c'est tout ce qu'il y a, et c'est tout ce qu'il y a à faire.

Au lieu de nous féliciter d'avoir réussi, faisons en sorte de poursuivre nos réussites. Lions des relations plus étroites avec notre principal consommateur d'énergie en veillant simultanément à nous garantir l'accès aux marchés en croissance du 21^{e} siècle.

La politique mondiale et le commerce – ce sont les grandes ligues. Nous parlons d'engager le dialogue avec des pays qui ne sont pas démocratiques, suivent des règles

différentes, répondent à des pressions différentes et envoient à travers le monde des sociétés qui n'observent pas notre concept de philosophie de marché.

En ce qui a trait à l'énergie, les choix de politique publique pour le Canada au cours des prochaines années seront aussi difficiles que lourds de conséquences. Nous allons négocier avec quelques-uns des négociateurs les plus difficiles du monde au sujet de quelques-unes des questions les plus difficiles à l'ordre du jour mondial. Les réponses simplistes ne régleront rien. Des points de vue sectaires ne profiteront à personne.

Pendant des dizaines d'années, nous avons forgé avec les Américains des relations en matière d'énergie qui ont permis à nos deux pays d'atteindre un niveau de vie qui est parmi les plus élevés du monde. Nous y sommes parvenus en négociant l'accès et en investissant dans l'infrastructure nécessaire pour que ces relations soient rentables.

Dans une nouvelle ère, il nous faut faire de même dans de nouveaux marchés. Nous devons nous garantir l'accès aux pays d'Asie en émergence – et construire l'infrastructure nécessaire pour que ces partenariats prennent racine et prospèrent.

Voici où réside l'intérêt du Canada. C'est le moyen de réaliser une nouvelle vague de croissance économique alimentée par nos producteurs d'énergie.

Nous avons le bonheur de posséder d'abondantes ressources – et la chance de nous en servir pour bâtir une solide économie et nous donner un mode de vie enviable. La prospérité n'est pas cependant un droit de naissance. Ce n'est qu'avec prévision et en faisant des choix judicieux que nous arriverons à tirer pleinement profit des avantages de notre richesse nationale.

Merci.